

3.2. La puissance émise à l'extérieur de l'aéronef par un terminal ne peut excéder les valeurs suivantes :

3.2. Het vermogen uitgezonden buiten het vliegtuig door een eindapparaat mag de volgende waarden niet overschrijden :

Tableau 4 — Tabel 4

Altitude au-dessus du sol Hoogte boven de grond (m)	PIRE produite par un terminal à l'extérieur de l'aéronef en dBm/200 kHz E.i.r.p., buiten het vliegtuig, van het eindapparaat in het dBm/200 kHz
3000	-3.3
4000	-1.1
5000	0.5
6000	1.8
7000	2.9
8000	3.8

3.3. La BTS aérienne en fonctionnement limite la puissance d'émission de tous les terminaux présents à bord à une valeur nominale de 0 dBm pendant toutes les phases de la communication, y compris lors de son établissement initial.

3.4. L'opérateur MCA prend les mesures nécessaires afin que tous les terminaux présents à bord soient éteints lorsque la NCU n'est pas en service.

Vu pour être annexé à notre arrêté royal du 15 juillet 2013 relatif aux services de communications mobiles à bord des aéronefs.

3.3. Het actieve vliegtuig-BTS moet het transmissievermogen van alle eindapparaten aanwezig aan boord beperken tot een nominale waarde van 0 dBm in alle stadia van communicatie, inclusief de eerste toegang.

3.4. De MCA-operator neemt de nodige maatregelen om alle eindapparatuur aan boord uit te schakelen wanneer de NCU niet in dienst is.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 15 juli 2013 betreffende de mobiele-communicatiediensten aan boord van luchtvaartuigen.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204429]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et portant exécution des décrets budgétaires relatifs aux années budgétaires 2012 et 2013

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, tel que modifié par le décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, le décret du 15 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, le décret du 18 juillet 2012 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, le décret du 19 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013 et le décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, notamment les articles 3, 22, 24, 33 et 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, les articles 21, 23 et 24;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 26 avril 2013;

Vu l'avis n° A.1113 du Conseil économique et social de la Wallonie, donné le 8 avril 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 53.473/2, donné le 1^{er} juillet 2013, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Exécution des articles 25, 29 et 30 du décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie*

Article 1^{er}. L'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par les arrêtés du 7 juillet 2006 et du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3 du décret, le maintien du volume global de l'emploi est calculé par rapport à l'effectif de référence, à savoir l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à la Banque Carrefour de la Sécurité sociale dans les catégories ONSS telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'ONSS suivantes :

1^o ouvriers temporaires dans l'horticulture et l'agriculture et ouvriers occasionnels dans l'Horeca : code 010;

2^o ouvriers de catégorie spéciale à déclarer sur base des rémunérations forfaitaires, à l'exclusion des apprentis : code 011;

3^o ouvriers handicapés, à l'exclusion des apprentis : code 012;

4^o ouvriers de catégorie ordinaire, à l'exclusion des apprentis : code 014;

5^o ouvriers et assimilés, à l'exclusion des apprentis : code 015;

6^o employés occasionnels dans l'Horeca : code 490;

7^o employés handicapés, à l'exclusion des apprentis : code 492;

8^o employés ordinaires, à l'exclusion des apprentis : code 495;

9^o employés occasionnels : code 496.

Néanmoins, ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'effectif de référence :

1^o les travailleurs engagés dans le cadre du Programme de Transition professionnelle;

2^o les travailleurs engagés dans le cadre de la Convention de Premier Emploi visée au Chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;

3^o les travailleurs engagés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'action sociale;

4^o les travailleurs qui bénéficient de l'activation des allocations de chômage ou du revenu d'intégration;

5^o les travailleurs qui bénéficient du Maribel social.

Le Ministre peut étendre ou restreindre les catégories de travailleurs visés à l'alinéa 1^{er}.

Tant que l'effectif de référence n'est pas fixé sur base des données obtenues par le biais de sources authentiques, l'effectif est fixé, selon les modalités définies par le ministre, par une attestation d'un secrétariat social agréé relative à la moyenne annuelle des travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} exprimée en équivalent temps plein, occupés par l'employeur au cours des quatre trimestres précédant la date de réception de la demande par l'administration ou, à défaut, par une attestation équivalente de l'ONSS.

Le Ministre peut dispenser l'employeur de fournir les données visées à l'alinéa 4 dès lors que celles-ci peuvent être obtenues par le biais de sources authentiques.

En cas de nouvelle demande ou de modification de la décision, l'effectif de référence est vérifié, et si nécessaire adapté, par l'administration selon les modalités prévues aux alinéas précédents.

Le calcul du maintien du volume global de l'emploi est effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision en comparant l'effectif de référence à la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés pendant les quatre trimestres précédant la date anniversaire de la notification de la décision.

En cas de diminution par rapport à l'effectif de référence, le nombre de points octroyés est diminué d'un pourcentage égal au pourcentage de la diminution du volume global de l'emploi et arrondi au nombre supérieur.

Néanmoins, conformément à l'article 3, § 3, alinéa 2, du décret, l'employeur peut solliciter, par lettre recommandée adressée au Ministre, une dérogation à l'article 3, § 3, 3^o, du décret. »

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 21bis rédigé comme suit :

« Art. 21bis. § 1^{er}. L'employeur visé à l'article 3 du décret qui, en vertu de l'article 22, § 5, du décret, souhaite céder tout ou partie des points qui lui ont été octroyés, transmet à l'employeur en faveur duquel la cession est envisagée une copie de la décision expresse de son organe décisionnel dans lequel doivent figurer, notamment, les informations suivantes :

1^o la dénomination de l'employeur cédant, son siège social et la date de la publication des statuts au *Moniteur belge*;

2^o la dénomination de l'employeur cessionnaire, son siège social et la date de la publication des statuts au *Moniteur belge*;

3^o les motifs pour lesquels la cession est envisagée;

4^o le nombre exact de points cédés;

5^o lorsqu'il s'agit d'une cession à durée déterminée, la période pour laquelle les points sont cédés;

6^o lorsqu'il y a cession de travailleurs occupés par l'employeur cédant, la fiche d'identité de chacun d'eux reprenant, au minimum, le nom, le prénom, la fonction exercée et l'ancienneté.

L'employeur cédant en informe l'administration en lui transmettant, par envoi ayant date certaine la copie de la décision expresse visée à l'alinéa 1^{er},

Les cessions visées à l'article 22, § 5, du décret peuvent être à durée déterminée ou à durée indéterminée.

§ 2. L'employeur visé à l'article 3 du décret, en faveur duquel la cession visée à l'article 22, § 5, du décret, est envisagée, adresse une demande d'octroi de l'aide à l'administration, dans les conditions et selon les procédures prévues aux articles 2 à 8.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} contient également le document visé au paragraphe 1^{er} établi par l'employeur cédant.

L'attestation visée à l'article 13 du décret ne doit plus être obtenue par les travailleurs transférés qui peuvent conserver les points attribués auprès de l'employeur cédant. »

Art. 3. Dans le même arrêté, Il est inséré un article 27bis rédigé comme suit :

« Art. 27bis. § 1^{er}. En exécution de l'article 24 du décret et en cas d'absence d'engagement du travailleur dans un délai de six mois tel que visé à l'article 31 du décret, le FOREm notifie à l'employeur, à l'issue de ce délai et par envoi ayant date certaine, la perte des points A.P.E. non utilisés.

Si l'employeur n'a procédé que partiellement aux recrutements au regard de la décision ministérielle d'octroi de points A.P.E., il perd un nombre de points équivalant au nombre de points utilisables déterminé dans la décision ministérielle pour le poste de travail non pourvu.

§ 2. En exécution de l'article 24 du décret et en cas d'absence de transmission dans les délais de la déclaration justificative ou de l'état de salaire visés à l'article 26, §§ 1^{er} et 2, le FOREm adresse aux employeurs concernés un courrier ayant date certaine qui leur rappelle leurs obligations en vertu de la disposition précitée et les informe qu'aucun courrier de rappel ne leur sera notifié.

A l'issue des délais fixés à l'article 26, le Forem notifie par envoi ayant date certaine à l'employeur, la perte définitive de la subvention relative au mois concerné pour les employeurs visés aux articles 3, 4 et 5, du décret et relative au trimestre concerné pour les employeurs visés à l'article 2 du décret.

§ 3. En exécution de l'article 24 du décret, la non-utilisation des points pendant six mois consécutifs concerne :

1^o le cas où l'employeur n'a pas procédé à tous les remplacements de travailleurs définitivement sortis de son entreprise et ne respecte plus le volume global d'emploi tel que visé à l'article 16;

2^o le cas où l'employeur n'utilise pas tous les points prévus par la décision ministérielle même s'il respecte le volume global de l'emploi tel que visé à l'article 16.

Dans ces cas, le FOREm adresse à l'employeur, au plus tard le dixième jour du cinquième mois qui suit la prise de cours du délai de six mois consécutifs, un courrier ayant date certaine qui lui rappelle ses obligations et le délai dans lequel il doit se conformer à celles-ci.

A l'issue de ce délai de six mois et après avoir adressé le courrier visé à l'alinéa 2, le Forem notifie par envoi ayant date certaine à l'employeur, la perte des points A.P.E. non utilisés.

En cas de non-utilisation des points visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, l'employeur perd le nombre de points équivalant au nombre de points utilisables déterminé dans la décision ministérielle d'octroi de points A.P.E. pour le poste de travail non-pourvu. Lorsque la décision ministérielle ne détermine pas les points par poste de travail, en cas de diminution des ETP par rapport aux points A.P.E. octroyés, la décision est diminuée d'un pourcentage égal au pourcentage de la diminution du volume des emplois A.P.E. accordés, arrondi à l'unité supérieure.

En cas de non-utilisation des points visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, l'employeur perd le nombre de points équivalant aux points non-utilisés. »

CHAPITRE II. — *Exécution de l'article 68 du décret du 15 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, des articles 7 et 8 du décret du 18 juillet 2012 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012 et de l'article 74 du décret du 19 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013*

Art. 4. Un montant annuel est fixé dans la limite des crédits budgétaires disponibles afin de couvrir le paiement des anciennetés barémiques des travailleurs ayant plus de cinq ans d'ancienneté reconnue auprès des employeurs visés à l'article 3 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Pour l'année budgétaire 2011, le montant est fixé à 3,5 millions d'euros. Ce montant est indexé pour les années 2012 et 2013, conformément à la formule d'indexation prévue à l'article 21, alinéa 3 du décret du 25 avril 2002 précité.

Art. 5. § 1^{er}. Les employeurs bénéficient de l'intervention financière pour le paiement des anciennetés barémiques pour les travailleurs dont l'ancienneté pécuniaire est au moins égale à cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année de prestations.

§ 2. Par ancienneté pécuniaire, on entend l'ancienneté acquise par un travailleur, de manière ininterrompue au service d'un seul employeur, quel que soit le type et le régime de contrat de travail, à l'exception du contrat de travail d'intérimaire.

Les interruptions inférieures à trois mois sont réputées ne pas interrompre le calcul de l'ancienneté.

En cas de cession d'entreprises ou de cession de points entre entreprises, l'ancienneté acquise par le travailleur chez l'employeur cédant est réputée acquise auprès de l'employeur cessionnaire.

Si une convention collective de travail sectorielle à laquelle est soumis l'employeur impose la prise en compte par l'employeur d'une ancienneté acquise auprès d'autres employeurs exerçant dans le même secteur, celle-ci entre en compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire au sens du présent article. Les anciennetés conventionnellement attribuées par l'employeur ne sont pas prises en compte.

Art. 6. § 1^{er}. Pour calculer le montant de l'intervention financière dans le paiement des anciennetés barémiques, le Forem convertit le nombre de travailleurs visés à l'article 5, § 1^{er} en nombre d'équivalent temps plein, ci-après dénommé « ETP » en tenant compte des éléments suivants :

1^o Le régime de travail du travailleur au cours d'une année civile;

2^o Le taux d'occupation du travailleur, tel que visé par l'article 26bis nouvellement inséré par le présent arrêté, est calculé sur base des états de salaire de l'année de référence;

3^o Le statut juridique du travailleur.

Lorsque le travailleur a été occupé dans plusieurs régimes de travail, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, au cours d'une même année civile, le Forem détermine le régime de travail annuel en tenant compte du nombre de jours calendrier prestés dans chaque régime de travail, pondéré en fonction du nombre de jours calendrier par mois pour l'année de référence.

§ 2. Pour convertir le nombre en ETP pour un travailleur, la formule de calcul consiste à multiplier le taux d'occupation par 12/11^e pour les travailleurs soumis au statut d'ouvrier et par 12/12^e pour les travailleurs soumis au statut d'employé. Le résultat obtenu est multiplié par le régime de travail.

Le résultat du calcul ne peut dépasser 1 ETP annuel par travailleur.

L'avance prévue pour le premier mois d'occupation que l'employeur reçoit en application de l'article 26, § 2, alinéa 5, de l'arrêté n'est pas pris en compte dans le calcul du nombre d'ETP.

Pour déterminer le montant annuel de l'intervention financière globale pour l'équivalent d'un ETP, les résultats du calcul obtenus pour chaque travailleur sont additionnés. Le montant de l'enveloppe budgétaire visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, est divisé par le total des ETP ainsi obtenu.

Le Forem détermine l'intervention financière liée aux anciennetés barémiques propre à chaque employeur sur la base de la formule de calcul suivante : le nombre d'ETP de l'employeur concerné multiplié par le montant annuel de l'intervention financière pour l'équivalent d'un ETP.

Art. 7. § 1^{er}. Le Forem adresse aux employeurs concernés un courrier ayant la date certaine, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de prestations, lequel reprend l'ensemble des éléments visés à l'article 6.

L'employeur dispose d'un délai de quinze jours calendrier à compter de l'envoi du courrier, cachet de la poste faisant foi, pour contester, par envoi recommandé, les éléments repris dans le courrier tel que prévu à l'alinéa 1^{er}. Passé ce délai de quinze jours, les éléments communiqués ne peuvent plus être contestés.

Le Forem dispose d'un délai de quarante-cinq jours calendrier à compter de la réception de l'envoi recommandé pour répondre à la contestation de l'employeur.

§ 2. Le FOREm paie à l'employeur l'intervention financière pour les anciennetés barémiques, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année de prestations et fournit les documents justificatifs à la première demande de l'employeur.

Art. 8. Le contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur tel que défini à l'article 13bis de l'arrêté du 19 décembre 2002 précité est également d'application sur les interventions financières pour les anciennetés barémiques.

Art. 9. Dans le cadre de l'attribution des points en cas de remplacement, quand le travailleur remplaçant temporairement un travailleur A.P.E. dont le contrat de travail est suspendu, ne peut justifier de tous les points utilisés par le travailleur remplacé et que la gestion des points telle que prévue par l'article 19, n'est pas possible, l'employeur est tenu de transmettre au Forem à l'engagement une estimation du coût effectivement supporté par l'employeur annuellement pour le travailleur remplaçant et ce selon le modèle déterminé par le FOREm.

§ 2. Le Forem attribue alors un nombre de points équivalant au montant estimé du coût effectivement supporté par l'employeur figurant sur le document. La différence de points accordés entre le travailleur remplacé et le travailleur remplaçant est suspendue jusqu'au retour du remplacé ou jusqu'à ce que l'employeur demande une révision du nombre de points octroyés lorsque le coût effectivement supporté annuellement le justifie. »

Art. 10. Les délais prévus à l'article 7 du présent arrêté ne sont pas d'application pour le paiement des anciennetés barémiques dû pour les années de prestations 2011 et 2012.

Pour le calcul des crédits d'ancienneté liés aux prestations 2011, le travailleur tel que défini à l'article 5 de l'arrêté, doit être soumis à un contrat de travail subventionné par le dispositif A.P.E. au 31 décembre 2011.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand*

Art. 11. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par les arrêtés du 3 juin 2004, du 7 juillet 2006, du 30 avril 2009, il est inséré un article 9bis rédigé comme suit

« Art. 9bis. Lorsque la décision visé à l'article 9 est prise pour une durée déterminée le délai fixé dans la décision prend cours à la date de :

- 1^o l'engagement du premier travailleur pour l'employeur visé aux articles 2 et 3 du décret;
- 2^o l'engagement du premier travailleur pour chacun des postes de travail fixés dans la décision pour l'employeur visé à l'article 5 du décret, sous réserve du 3^o;
- 3^o du premier engagement pour chacun des postes de travail octroyés pour l'employeur visé à l'article 5 du décret qui procède à un engagement dans le cadre de l'article 19bis du décret. »

Art. 12. Dans le même arrêté, l'article 13bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13bis. Par coût effectivement supporté par l'employeur pour un travailleur au sens de l'article 21, alinéa 5, du décret, il faut entendre toute dépense effectuée par l'employeur en raison d'une obligation légale, réglementaire ou émanant d'une convention collective de travail rendue obligatoire comprenant :

- 1^o la rémunération brute du travailleur pour les prestations de travail effectives et celles légalement assimilées déduction faite des remboursements de tiers;
- 2^o les pécules de vacances légalement dus sur ces prestations;
- 3^o la prime de fin d'année;
- 4^o les charges patronales de sécurité sociale (ONSS, ONVA) et les cotisations spécifiques, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'employeur;
- 5^o les frais de transport pour le domicile-lieu de travail;
- 6^o les frais de secrétariat social et les primes versées dans le cadre de l'assurance accident du travail en vertu de la loi du 10 avril 1971;

7° les frais de médecine du travail;

8° la quote-part patronale des titres-repas.

Sont exclus les indemnités, le montant des avantages en nature, le remboursement de frais engagés par le travailleur pour compte de l'employeur, les libéralités et gratifications.

Le Ministre peut préciser ou modifier la liste des dépenses visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré un article 26 *bis* rédigé comme suit :

« Art.26*bis*. L'aide liquidée à l'employeur est due proportionnellement au taux d'occupation mensuelle du travailleur.

Pour calculer ce taux d'occupation, le Forem divise la rémunération brute que le travailleur a perçu pour le mois concerné, par la rémunération que le travailleur aurait perçu pour un mois complet de travail, selon les termes de son contrat de travail subventionné par le dispositif.

Si le travailleur connaît plusieurs occupations sur un même mois, le calcul du taux d'occupation est opéré pour chacune d'entre elles.

Si la période de subventionnement débute ou se termine dans le mois, l'aide est octroyée pour le plus petit montant entre celui calculé selon les modalités reprises à l'alinéa 2 et celui calculé en fonction du nombre de jours civils couverts par la période d'occupation, divisé par le nombre de jours civils du mois des prestations. »

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré article 26ter rédigé comme suit :

« Art. 26ter. Le simple pécule de vacances anticipé payé par l'employeur qui occupe le travailleur au moment où il prend ses vacances, n'est pas déduit pour le calcul du montant de la subvention mensuelle. »

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses et finales

Art. 15. Dans l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les alinéas 4 et 5 sont abrogés;

2° au § 2, l'alinéa 3 est abrogé;

3° le § 3 est abrogé.

Art. 16. Dans l'intitulé de l'arrêté du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, les mots « et du secteur marchand » sont supprimés.

Art. 17. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204429]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en tot uitvoering van de begrotingsdecreten betreffende de begrotingsjaren 2012 en 2013

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011 houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië, het decreet van 15 december 2011 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012, het decreet van 18 juli 2012 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012, het decreet van 19 december 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013 en het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 3, 22, 24, 33 en 48;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, artikelen 21, 23 en 24;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)", gegeven op 26 april 2013;

Gelet op het advies nr. A.1113 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest)", gegeven op 8 april 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 februari 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 februari 2013;

Gelet op het advies nr. 53.473/2 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2013, overeenkomstig van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Uitvoering van de artikelen 25, 29 en 30 van het decreet van 27 oktober 2011 houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië*

Artikel 1. Artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, gewijzigd bij de besluiten van 7 juli 2006 en 30 april 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, wordt de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume berekend in verhouding tot het referentiebestand, met name het geheel van de werknemers aangegeven door de werkgever via de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid in de volgende RSZ-categoriën, zoals bedoeld in bijlage 2 bij de woordenlijst van de RSZ :

1^o tijdelijke arbeiders in de tuinbouw en de landbouw en gelegenheidsarbeiders in de Horeca : code 010;

2^o arbeiders van bijzondere categorie die op basis van forfaitaire bezoldigingen moeten worden aangegeven, met uitzondering van de leerlingen : code 011;

3^o gehandicapte arbeiders, met uitzondering van de leerlingen : code 012;

4^o arbeiders van gewone categorie, met uitzondering van de leerlingen : code 014;

5^o arbeiders en gelijkgestelden, met uitzondering van de leerlingen : code 015;

6^o gelegenheidsbedienden in de Horeca : code 490;

7^o gehandicapte arbeiders, met uitzondering van de leerlingen : code 492;

8^o gewone bedienden, met uitzondering van de leerlingen : code 495;

9^o gelegenheidsbedienden : code 496.

Bij de berekening van het referentiebestand wordt evenwel geen rekening gehouden met :

1^o de werknemers in dienst genomen in het kader van het doorstromingsprogramma;

2^o de werknemers in dienst genomen in het kader van de startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

3^o de werknemers in dienst genomen in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4^o de werknemers die de activering van de werkloosheidsuitkeringen of van het leefloon genieten;

5^o de werknemers die in aanmerking komen voor de Sociale Maribel.

De categoriën van de werknemers bedoeld in het eerste lid kunnen uitgebreid of beperkt worden door de Minister.

Zolang het referentiebestand niet vastgelegd is op basis van de gegevens verkregen uit authentieke bronnen, wordt het bestand volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten berekend d.m.v. een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende het jaarlijks gemiddeld aantal werknemers bedoeld in het eerste lid, uitgedrukt in voltijds equivalent, tewerkgesteld door de werkgever in de loop van de vier kwartalen voorafgaand aan de datum van ontvangst van de aanvraag door de administratie of, bij gebreke daarvan, d.m.v. een gelijkwaardig attest van de RSZ.

De Minister kan de werkgever vrijstellen van het verstrekken van de gegevens bedoeld in het vierde lid indien ze via authentieke bronnen verkregen kunnen worden.

In geval van nieuwe aanvraag of van wijziging van de beslissing wordt het referentiebestand door de administratie geverifieerd en desnoods aangepast volgens de modaliteiten bedoeld in de vorige leden.

De handhaving van het globale tewerkstellingsvolume wordt jaarlijks door de administratie berekend op de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing door het referentiebestand te vergelijken met het jaarlijks gemiddeld aantal werknemers, uitgedrukt in voltijds equivalent, tewerkgesteld gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing.

In geval van vermindering t.o.v. het referentiebestand wordt het aantal toegekende punten verminderd met een percentage gelijk aan het percentage van de vermindering van het globale tewerkstellingsvolume, afgerond naar het hogere getal.

Overeenkomstig artikel 3, § 3, tweede lid, van het decreet, kan de werkgever evenwel bij een aan de Minister gericht aangetekend schrijven verzoeken om een afwijking bedoeld in artikel 3, § 3, 3^o, van het decreet. »

Art. 2. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 21bis, luidend als volgt :

« Art. 21bis. § 1. De werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet die krachtens artikel 22, § 5, van het decreet het geheel of een gedeelte van de hem toegekende punten wenst af te staan, bezorgt de werkgever ten gunste van wie de overdracht wordt overwogen een afschrift van de uitdrukkelijke beslissing van zijn beslissingsorgaan waarin de volgende gegevens vermeld moeten worden :

1^o de benaming van de overdragende werkgever, zijn maatschappelijke zetel en de datum van bekendmaking van de statuten in het *Belgisch Staatsblad*;

2^o de benaming van de werkgever aan wie de punten worden afgestaan, zijn maatschappelijke zetel en de datum van bekendmaking van de statuten in het *Belgisch Staatsblad*;

3^o de redenen waarom de overdracht wordt overwogen;

4^o het exact aantal overgedragen punten;

5° als het gaat om een overdracht voor een bepaalde duur, de periode waarvoor de punten worden afgestaan;

6° in geval van overdracht van werknemers die door de overdragende werkgever tewerkgesteld worden, de identiteitsfiche van elk van hen met, op zijn minst, de naam, de voornaam, de uitgeoefende functie en de anciënniteit.

De overdragende werkgever brengt de administratie daarvan op de hoogte door haar het afschrift van de uitdrukkelijke beslissing bedoeld in het eerste lid over te maken in een schrijven met vaste datum.

De overdrachten bedoeld in artikel 22, § 5, van het decreet kunnen van bepaalde of onbepaalde duur zijn.

§ 2. De werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, ten gunste van wie de in artikel 22, § 5, van het decreet bedoelde overdracht overwogen wordt, richt een aanvraag tot toekenning van de steun aan de administratie onder de voorwaarden en volgens de procedures bepaald bij de artikelen 2 tot 8.

De aanvraag bedoeld in het eerste lid gaat ook vergezeld van het in paragraaf 1 bedoelde document dat door de overdragende werkgever is opgemaakt.

Het attest bedoeld in artikel 13 van het decreet moet niet meer afgeleverd worden aan de overgedragen werknemers die de bij de overdragende werkgever toegekende punten mogen behouden. ».

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 27bis, luidend als volgt :

« Art. 27bis. § 1. Ter uitvoering van artikel 24 van het decreet en bij gebrek aan indienstneming van een werknemer binnen een termijn van zes maanden zoals bedoeld in artikel 31 van het decreet, geeft de « FOREm » de werkgever na afloop van die termijn in een schrijven met vaste datum kennis van het verlies van de ongebruikte A.P.E.-punten.

Als de werkgever slechts gedeeltelijk tot de wervingen is overgegaan t.o.v. de ministeriële beslissing tot toekenning van A.P.E.-punten, verliest hij een aantal punten gelijk aan het aantal bruikbare punten waarin de ministeriële beslissing voorziet voor de niet ingevulde arbeidspost.

§ 2. Ter uitvoering van artikel 24 van het decreet en bij gebrek aan overmaking binnen de termijnen van de verantwoordingsverklaring of van de loonstaat bedoeld in artikel 26, § 1 en 2, richt de « FOREm » aan de betrokken werkgevers een schrijven met vaste datum waarin ze krachtens voornoemde bepaling aan hun plichten herinnerd worden en erop gewezen worden dat hen geen herinneringsbrief toegestuurd zal worden.

Na afloop van de termijnen bedoeld in artikel 26 geeft de « FOREm » de werkgever in een schrijven met vaste datum kennis van het definitieve verlies van de toelage betreffende betrokken maand wat betreft de werknemers bedoeld in de artikelen 3, 4 en 5 van het decreet en betreffende het betrokken kwartaal wat betreft de werknemers bedoeld in artikel 2 van het decreet.

§ 3. Ter uitvoering van artikel 24 van het decreet betreft het niet-gebruik van de punten gedurende zes opeenvolgende maanden :

1° het geval waarin de werkgever niet is overgegaan tot alle vervangingen van werknemers die zijn bedrijf definitief verlaten hebben en geen rekening meer houdt met het globale tewerkstellingsvolume zoals bedoeld in artikel 16;

2° het geval waarin de werkgever niet alle bij de ministeriële beslissing bepaalde punten gebruikt zelfs als hij rekening houdt met het globale tewerkstellingsvolume zoals bedoeld in artikel 16.

In die gevallen richt de « FOREm » uiterlijk de tiende dag van de vijfde maand na de datum waarop de termijn van zes opeenvolgende maanden ingaat, een schrijven met vaste datum aan de werkgever waarin hij nogmaals gewezen wordt op zijn plichten en op de termijn waarin hij ze moet nakomen.

Na afloop van die termijn van zes maanden en na verzending van het schrijven bedoeld in het tweede lid, geeft de « FOREm » de werkgever in een schrijven met vaste datum kennis van het verlies van de ongebruikte A.P.E.-punten.

Als de punten bedoeld in het eerste lid, 1°, niet gebruikt worden, verliest de werkgever het aantal punten dat gelijkstaat met het aantal bruikbare punten waarin de ministeriële beslissing tot toekenning van A.P.E.-punten voorziet voor de niet ingevulde arbeidspost. Als de punten per arbeidspost niet bepaald worden bij de ministeriële beslissing, wordt de beslissing, in geval van vermindering van de ETP t.o.v. de toegekende A.P.E., verminderd met een percentage gelijk aan het percentage van de vermindering van het volume van de toegekende A.P.E.-banen, afgerond naar het hogere getal.

Als de punten bedoeld in het eerste lid, 2°, niet gebruikt worden, verliest de werkgever het aantal punten dat gelijkstaat met het aantal ongebruikte punten. ».

HOOFDSTUK II. — Uitvoering van artikel 68 van het decreet van 15 december 2011 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012, van de artikelen 7 en 8 van het decreet van 18 juli 2012 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012 en van artikel 74 van het decreet van 19 december 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013

Art. 4. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt een jaarbedrag vastgelegd ter dekking van de betaling van de schaalanciënniteiten van de werknemers met meer dan vijf jaar erkende anciënniteit bij de werkgevers bedoeld in artikel 3 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Voor het begrotingsjaar 2011 wordt het bedrag op 3,5 miljoen euro vastgelegd. Dat bedrag wordt voor de jaren 2012 en 2013 geïndexeerd overeenkomstig de indexeringsformule bepaald bij artikel 21, derde lid, van voornoemd decreet van 25 april 2002.

Art. 5. § 1. De werkgevers genieten de financiële tegemoetkoming in de betaling van de schaalanciënniteiten van de werknemers van wie de geldelijke anciënniteit vanaf 1 januari van het jaar van de prestaties minstens vijf jaar bedraagt.

§ 2. Onder geldelijke anciënniteit wordt verstaan de anciënniteit die door een werknemer verworven wordt op ononderbroken wijze in dienst bij één enkele werkgever, ongeacht het type en het stelsel van arbeidsovereenkomst, met uitzondering van de interim-arbeidsovereenkomst.

Onderbrekingen van minder dan drie maanden worden geacht de berekening van de anciënniteit niet te onderbreken.

In geval van overdracht van bedrijven of van overdracht van punten onder bedrijven, wordt de anciënniteit die door de werknemer bij de overdragende werkgever verworven wordt geacht te zijn verworven bij de werkgever voor wie de overdracht bestemd is.

Als een werkgever krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst waaraan hij onderworpen is rekening moet houden met een anciënniteit verworven bij andere werkgevers die in dezelfde sector actief zijn, wordt die anciënniteit in aanmerking genomen bij de berekening van de geldelijke anciënniteit in de zin van dit artikel. De anciënniteiten die bij overeenkomst door de werkgever toegekend worden, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 6. § 1. Voor de berekening van het bedrag van de financiële tegemoetkoming in de betaling van de schaalanciënniteiten zet de « FOREm » het aantal werknemers bedoeld in artikel 5, § 1, om in aantal voltijds equivalent, hierna « ETP » genoemd, rekening houdend met de volgende elementen :

- 1° de arbeidsregeling van de werknemer in de loop van een burgerlijk jaar;
- 2° de tewerkstellingsgraad van de werknemer, zoals bedoeld in artikel 26bis, onlangs ingevoegd bij dit besluit, wordt berekend op basis van de loonstaten van het referentiejaar;
- 3° het juridisch statuut van de werknemer.

Als de werknemer in de loop van hetzelfde burgerlijk jaar onder verschillende arbeidsstelsels werd tewerkgesteld, zoals bedoeld in het eerste lid, 1°, bepaalt de « FOREm » het jaarlijkse arbeidsstelsel met inachtneming van het aantal kalenderdagen gepresteerd onder elk arbeidsstelsel, gewogen naar gelang van het aantal kalenderdagen per maand voor het referentiejaar.

§ 2. Om het aantal in ETP om te zetten voor een werknemer, bestaat de berekeningsformule in de vermenigvuldiging van het tewerkstellingspercentage met 12/11e voor de werknemers onderworpen aan het arbeidersstatuut en met 12/12e voor de werknemers onderworpen aan het bediendestatuut. Het behaalde resultaat wordt vermenigvuldigd met het arbeidsstelsel.

Het resultaat van de berekening mag niet meer bedragen dan 1 jaarlijkse ETP per werknemer.

Het voor de eerste tewerkstellingsmaand voorziene voorschot dat de werkgever overeenkomstig artikel 26, § 2, vijfde lid, van het besluit ontvangt, wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal ETP.

Om het jaarbedrag van de globale financiële tegemoetkoming voor het equivalent van een ETP te berekenen, worden de voor elke werknemer verkregen resultaten van de berekening opgeteld. Het in artikel 4, eerste lid, bedoelde bedrag van de budgettaire enveloppe wordt gedeeld door het aldus verkregen totaal van de ETP.

De « FOREm » bepaalt de financiële tegemoetkoming i.v.m. de schaalanciënniteiten voor elke werkgever op basis van de volgende berekeningsformule : het aantal ETP van de betrokken werkgever vermenigvuldigd met het jaarbedrag van de financiële tegemoetkoming voor het equivalent van een ETP.

Art. 7. § 1. De « FOREm » richt aan de betrokken werkgevers, uiterlijk 31 maart van het jaar na dat van de prestaties, een schrijven met vaste datum waarin het geheel van de in artikel 6 bedoelde elementen opgenomen is.

De werkgever beschikt over een termijn van vijftien kalenderdagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven, waarbij de poststempel bewijskracht heeft, om bij aangetekend schrijven de elementen aan te vechten die in het schrijven opgenomen zijn, zoals bepaald in het eerste lid. Na afloop van die termijn kunnen de overgemaakte elementen niet meer aangevochten worden.

De « FOREm » beschikt over een termijn van vierenvestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het aangetekend schrijven, om in te gaan op de betwisting van de werkgever.

§ 2. De « FOREm » betaalt de financiële tegemoetkoming voor de schaalanciënniteiten aan de werkgever uiterlijk 30 juni van het jaar na het jaar van de prestaties en verstrekt de verantwoordingsdocumenten op het eerste verzoek van de werkgever.

Art. 8. De controle van de kosten die daadwerkelijk door de werkgever gedragen worden zoals omschreven in artikel 13bis van voornoemd besluit van 19 december 2002 is ook van toepassing op de financiële tegemoetkomingen voor de schaalanciënniteiten.

Art. 9. Bij de toekenning van de punten in geval van vervanging, wanneer de werknemer die tijdelijk een A.P.E.-werknemer vervangt wiens arbeidsovereenkomst opgeschort is, niet het bewijs kan leveren dat alle punten door de vervangen werknemer zijn gebruikt en het beheer van de punten, zoals bepaald bij artikel 19, niet mogelijk is, moet de werkgever bij de indienstneming aan de « FOREm » een raming overmaken van de kosten die jaarlijks daadwerkelijk door hem gedragen worden voor de vervangende werknemer. Daartoe gebruikt hij het door de « FOREm » bepaalde model.

§ 2. De « FOREm » verleent dan een aantal punten gelijk aan het geraamde bedrag van de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten dat op het document vermeld staat. Het verschil van toegekende punten tussen de vervangen werknemer en de vervangende werknemer wordt opgeschort tot de terugkeer van de vervangen werknemer of totdat de werkgever verzoekt om een herziening van het aantal toegekende punten als de daadwerkelijk gedragen kosten zulks rechtvaardigen. »

Art. 10. De termijnen bedoeld in artikel 7 van dit besluit zijn niet van toepassing wat betreft de betaling van schaalanciënniteiten verschuldigd voor de prestatie jaren 2011 en 2012.

Voor de berekening van de anciënniteitskredieten i.v.m. de prestaties 2011 moet de werknemer zoals omschreven in artikel 5 van het besluit onderworpen worden aan een arbeidsovereenkomst die gesubsidieerd wordt door het A.P.E.-stelsel op 31 december 2011.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector

Art. 11. Het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, gewijzigd bij de besluiten van 3 juni 2004, 7 juli 2006, 30 april 2009, wordt aangevuld met een artikel 9bis, luidend als volgt :

« Art. 9bis. Als de beslissing bedoeld in artikel 9 voor een bepaalde duur genomen wordt, gaat de termijn waarin ze voorziet in op de datum van :

- 1° de indienstneming van de eerste werknemer voor de werkgever bedoeld in de artikelen 2 en 3 van het decreet;
- 2° de indienstneming van de eerste werknemer voor elk van de arbeidsposten waarin de beslissing voorziet voor de werkgever bedoeld in artikel 5 van het decreet, onder voorbehoud van 3°;

3° de eerste indienstneming voor elk van de arbeidsposten toegekend voor de werkgever bedoeld in artikel 5 van het decreet die overgaat tot een indienstneming in het kader van artikel 19*bis* van het decreet. ».

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt artikel 13*bis*, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009, vervangen als volgt :

« Art. 13*bis*. Onder daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten in de zin van artikel 21, vijfde lid, van het decreet, wordt verstaan elke uitgave gedaan door de werkgever krachtens een verplichting opgelegd bij een wet, een reglement of een dwingende collectieve arbeidsovereenkomst, met name :

1° de brutobezoldiging van de werknemer voor de effectieve arbeidsprestaties en de bij wet gelijkgestelde prestaties, na aftrek van terugbetalingen van derden;

2° de vakantiegelden die wettelijk verschuldigd zijn voor die prestaties;

3° de eindejaarspremie;

4° de werkgeverslasten inzake sociale zekerheid (RSZ, RJV) en de specifieke bijdragen, na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid die de werkgever geniet;

5° de vervoerskosten woonplaats-werkplaats;

6° de kosten sociaal secretariaat en de premies gestort in het kader van de verzekering arbeidsongeval krachtens de wet van 10 april 1971;

7° de kosten arbeidsgeneeskunde;

8° de werkgeversbijdrage maaltijdcheques.

Uitgesloten worden de vergoedingen, het bedrag van de voordelen in natura, de terugbetaling van kosten gemaakt door werknemer voor rekening van de werkgever, schenkingen en giften.

De lijst van de uitgaven bedoeld in het eerste lid kan door de Minister nader bepaald of gewijzigd worden. »

Art. 13. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 26*bis*, luidend als volgt :

« Art. 26*bis*. De aan de werkgever gestorte tegemoetkoming is verschuldigd naar verhouding van de maandelijkse tewerkstellingsgraad van de werknemer.

Om die tewerkstellingsgraad te berekenen, deelt de « FOREM » de brutobezoldiging die de werknemer voor de betrokken maand heeft ontvangen door de bezoldiging die hij voor een volledige werkmaand ontvangen zou hebben, overeenkomstig de bepalingen van zijn door het stelsel gesubsidieerde arbeidsovereenkomst.

Als de werknemer in de loop van dezelfde maand verschillende banen heeft, wordt de tewerkstellingsgraad voor elk van hen berekend.

Als de subsidiëeringsperiode binnen de maand ingaat of afloopt, wordt de tegemoetkoming toegekend voor het kleinste bedrag tussen het bedrag berekend volgens de modaliteiten opgenomen in het tweede lid en het bedrag berekend op grond van het aantal kalenderdagen waarop de tewerkstellingsperiode betrekking heeft, gedeeld door het aantal kalenderdagen van de maand van de prestaties. ».

Art. 14. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 26*ter*, luidend als volgt :

« Art. 26*ter*. Het voortijdig gewoon vakantiegeld betaald door de werkgever die de werknemer tewerkstelt op het tijdstip waarop hij zijn verlof neemt, wordt niet afgetrokken bij de berekening van het bedrag van de maandelijkse toelage. ».

HOOFDSTUK IV. — Slot- en diverse bepalingen

Art. 15. In artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden het vierde en het vijfde lid opgeheven;

2° in § 2 wordt het derde lid opgeheven;

3° § 3 wordt opgeheven.

Art. 16. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector worden de woorden « en de commerciële sector » geschrapt.

Art. 17. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE